

A R R E T E

N° 91766 du 10 OCT. 1989
portant autorisation de pisciculture
à Monsieur REIN Philippe

u° 078

13074

LE PREFET
DU DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code Rural, notamment ses articles 432, 407 et 413 ;
- VU la loi 84-512 du 29 juin 1984 relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles ;
- VU le décret 85-1400 du 17 décembre 1985 fixant les modalités d'autorisation des piscicultures ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour application de la loi susvisée ;
- VU la demande en date du 6 juillet 1988 présentée par Monsieur REIN en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une pisciculture à BIESHEIM et le dossier annexé ;

CONSIDERANT que les installations constituent un établissement soumis à autorisation, visé par la rubrique 58-8 de la nomenclature des installations classées ;

- VU les résultats de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise pendant 30 jours du 06 février au 06 mars 1989 ;
- VU les avis du Commissaire enquêteur, des communes concernées et des services techniques ;
- VU l'avis de la Commission Départementale des Sites lors de la séance du 3 mai 1989 ;
- VU l'avis de la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Pisciculture du Haut-Rhin en date du 26 avril 1989 ;
- VU le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt chargée de l'inspection des installations classées en date du 12 SEP. 1989 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 7 septembre 1989 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

TITRE 1er - GENERALITES

Article 1er :

Monsieur REIN Philippe demeurant à BIESHEIM, 39, rue des Pêcheurs, est autorisé à exploiter un établissement de pisciculture dit "du Vieux Moulin de Biesheim", situé à la même adresse que le pétitionnaire et cadastré section 3, parcelle 109/18 ; section 46, parcelles 105, 106, 184/107 et 185/108 et section 33 parcelle 126, d'une surface totale de 1 ha 34 a.

Cette activité soumise à autorisation est visée par la rubrique 58-8 de la nomenclature des installations classées.

L'objectif de la pisciculture est la production de poissons destinés à l'alevinage et à la vente.

Article 2 :

Les installations seront établies et exploitées conformément aux prescriptions techniques énumérées dans le présent arrêté.

Elles seront en outre conformes aux plans et descriptifs, fournis lors de la demande d'autorisation, sauf pour ce qui concerne les travaux nécessaires pour l'application de l'alinéa précédent.

Article 3 - Déclarations obligatoires

Exception faite des mesures prises pour le respect des prescriptions énumérées dans le présent arrêté, tout projet de modification des plans et descriptifs annexés à la demande devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt chargée de l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article I de la loi du 19 juillet 1976, notamment :

- tout déversement accidentel de liquides polluants ;
- tout incendie ou explosion ;
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, de nature à faire soupçonner l'existence d'un danger ;
- tout fait, comportement ou résultat d'analyse anormal des poissons de nature à faire soupçonner le développement d'agents pathogènes.

.../...

Article 4 :

Les 30 bassins de l'établissement, d'une profondeur moyenne de 60 cm, et qui occupent une surface totale de 37 ares et 38 centiares se répartissent de la façon suivante :

- bassins 1 et 2 d'une surface respective de 216 m² et 1 755 m² (décantation et stabulation des géniteurs) ;
- bassins 3 à 19 d'une superficie totale de 2 900 m² (grossissement) ;
- bassins 20 et 21 d'une superficie de 500 m² (stockage des poissons) ;
- bassins 22, 23 et 24 d'une superficie de 120 m² ;
- bassins 25 à 30 d'une superficie de 140 m² (alevins et truitelles).

L'objectif de production de l'établissement est de :

- 75 tonnes de truites portions (200 à 300 gr) en espèce "Arc en Ciel" destinées à la consommation et à l'alevinage ;
- 500 kg de truitelles en espèce "farlo" destinées à l'alevinage.

Article 5

Des grilles à mailles fines (distance maximum entre les barreaux = 5 mm) devront être installées à l'entrée et à la sortie de chaque bassin de façon à éviter toute communication du poisson entre les bassins et entre la pisciculture et le milieu récepteur.

L'activité piscicole ne devra en aucun cas empêcher la libre circulation du poisson dans le Giessen.

Article 6 - Conditions techniques imposées au rejet

Les eaux provenant de l'exploitation de la pisciculture sont déversées dans le GIESSEN.

Le rejet devra avoir des caractéristiques permettant de respecter en tout temps l'objectif de qualité de niveau 1 B du GIESSEN.

Le rejet devra en particulier respecter les normes suivantes :

- NH₄ + : 0,5 mg/l en moyenne ; 0,8 mg/l en pointe ;
- Phosphore : 0,5 mg/l ;
- DBOJ : 5 mg/l en moyenne ; 8 mg/l en pointe ;
- MES : 30 mg/l en permanence ;
- PH : compris entre 6,5 et 8,5

Le débit du rejet sera limité à un maximum de 300 l/s.

TITRE IV - GESTION PISCICOLE

Article 7

Le personnel employé dans l'exploitation devra prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'introduction, le développement et la dissémination d'agents pathogènes.

En outre, le pétitionnaire devra prendre toutes les précautions pour éviter la contamination du milieu naturel en cas de maladie des poissons.

Le matériel, les instruments utilisés habituellement dans l'exploitation devront être nettoyés et désinfectés régulièrement.

Les méthodes de désinfection et les produits utilisés seront soumis à l'agrément de l'Inspection des Installations Classées.

Article 8 - Vidange des bassins

Lors des vidanges des bassins et à défaut de fosse de stockage étanche des boues liquides, une aire drainante, ou tout autre dispositif sera aménagé pour le séchage des boues en provenance de la décantation.

Les boues ainsi stockées et les boues décantées seront reprises par tous les moyens appropriés et évacuées.

En aucun cas, les boues ni les jus ne devront être rejetés à la rivière, ni pouvoir la rejoindre.

Dans tous les cas, l'exploitant devra prendre toutes les dispositions pour éviter la pollution des eaux souterraines et des eaux superficielles.

Les bassins seront le plus tôt possible après vidange, nettoyés et désinfectés.

Le désinfectant utilisé sera éliminé à l'eau, avant le chargement des poissons. Les eaux de rinçage devront transiter par un dispositif de décantation, avant rejet dans le milieu naturel.

Article 9

Il interdit d'introduire dans la pisciculture des poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques et dont la liste est fixée par décret.

.../...

Article 10 - Mode de récolte du poisson

Dans l'enceinte de la pisciculture, la pêche à la ligne est interdite.

Article 11 - Prévention de la pollution des eaux

Toutes les eaux autres que les effluents de l'exploitation piscicole seront collectées selon leur nature et séparées.

Les eaux ayant servi au transport de poissons devront être traitées par des produits appropriés (chlore) puis neutralisées avant rejet dans le milieu naturel.

Les eaux pluviales pourront être rejetées dans le milieu naturel.

Les eaux usées domestiques seront évacuées directement vers le réseau d'assainissement communal.

Le raccordement devra être réalisé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Toutes les capacités, tous les réservoirs, contenant ou destinés à contenir des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou des solutions de tels corps, seront installés sur des cuvettes de rétention, séparés selon les types de produits.

Article 12 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

TITRE V

Article 13 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée pour une période de trente années, renouvelable, à compter de la date de notification du présent arrêté.

La demande de renouvellement doit être présentée par le pétitionnaire au Préfet, deux ans au moins avant la date d'expiration de la présente autorisation.

Titre VI - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Article 14 - Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du code du travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

Article 15 - La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 16 - Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

Article 17 - En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le préfet du Haut-Rhin dans le mois qui suit cette cessation.

Il remettra le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Article 18 - L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 19 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 20 - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (code de l'urbanisme, code du travail, voirie, etc...).

Article 21 - Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur départemental de l'Agriculture et de la forêt et les inspecteurs des services d'Incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à COLMAR, le

10 OCT. 1989

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Bertrand LABARTHE